REPUBLIQUE FRANÇAISE — Liberté - Egalité - Fraternité



# ÉLECTIONS LÉGISLATIVES 1978

## 2me Circonscription du Gard

## *Candidature*

# JEAN POUDEVIGNE

## *Chères Électrices, Chers Électeurs,*

Jamais, depuis que je suis candidat aux élections législatives, je n'ai ressenti, comme cette fois, la gravité de votre choix. L'enjeu est dramatique, capital, pour vous-même et votre sécurité.

**Le changement proposé vous concerne, il ne concerne pas seulement les autres.**

**L'aventure du changement,** comme dit M. ROCARD, au nom du parti socialiste, est pour vous un saut dans l'inconnu. Réfléchissez bien avant de voter. Vous savez ce que vous avez aujourd'hui, vous ignorez ce que vous auriez demain. N'oubliez pas que les roses ont des épines et que toute médaille a son revers.

— Augmentation brutale des salaires rime avec hausse des prix.

— Hausse brutale des charges amène des diminutions d'emplois.

Vous me connaissez personnellement ou par ouï-dire. Vous savez ce que j'ai fait. Aussi, mes objectifs sont sérieux, concrets. Ils concernent votre vie quotidienne, ils engagent votre avenir et celui de notre pays.

**Méfiez-vous de l'inconnu. Méfiez-vous du flou.**

Les partis de gauche ne sont d'accord ni sur un programme, ni sur la façon de l'appliquer. Ce n'est pas sérieux. Ils veulent tout changer, tout chambarder, tout détruire, et ils sont incapables de gouverner ensemble. L'exemple de leurs querelles municipales le démontre.

Mes objectifs sont plus sérieux et sont plus rassurants.

En votant pour moi, vous assurez votre sécurité.


**Jean POUDEVIGNE**
Docteur en Droit
Diplômé de l'Ecole de Sciences Politiques
Conseiller Général
Maire de Domazan

**Paul GACHE**
Suppléant éventuel
Médecin Généraliste
Conseiller Général
Maire de Villeneuve-lès-Avignon

# Jean POUDEVIGNE
## *c'est le changement dans la sécurité*

Suppression du chômage par le développement des entreprises existantes et la création d'activités nouvelles.

Augmentation importante du S.M.I.C. et aménagement des charges sociales pour les entreprises de main-d'œuvre.

Progression plus importante des faibles revenus.

Stabilité des prix non par le contrôle, mais par une véritable économie de concurrence.

Indexation des prix agricoles sur le prix de revient.

Sur le plan agricole :

- chaptalisation : loi unique pour l'ensemble du territoire.
- modification des règlements viticoles européens.
- opposition à l'entrée de l'ESPAGNE, la GRECE, le PORTUGAL dans la C.E.E.
- Pas de reconversion obligatoire du vignoble.
- Une agriculture biologique.

Lutte contre les nuisances et la pollution.

Défense des entreprises libres, agricoles, commerciales et artisanales, elles sont menacées par le collectivisme.

Une respectabilité et une responsabilité accrues des travailleurs à tous les niveaux.

Limitation du nombre des travailleurs immigrés dans la région.

Donner la parole aux travailleurs non syndiqués.

Abaissement à 38 h de la durée légale hebdomadaire pour les travaux pénibles.

Accession plus facile à la propriété de son logement.

Un salaire pour la femme au foyer, et, pour elle, de suite, des cotisations d'assurances vieillesse versées par l'Etat.

Un revenu minimum familial.

Egalité des chances pour les jeunes.

Augmentation de l'aide financière aux clubs et associations sportives.

La retraite à 60 ans pour ceux qui le souhaitent (retraite à la carte).

Minimum journalier des personnes âgées porté de 30 F aujourd'hui à 40 F demain, il était de 14 F en 1974. A terme 80 % du SMIC.

Réseau national de téléalarme pour secours d'urgence en faveur des personnes âgées isolées.

Le téléphone gratuit pour les personnes âgées.

Aide particulière pour les clubs du 3e Age.

Une meilleure justice sociale, par une fiscalité révolutionnaire (PROJET POUDEVIGNE).

Pas d'impôts nouveaux et plafonnement des charges sociales pendant deux ans.

Une meilleure répartition de la richesse et des revenus par un impôt sur les grosses fortunes.

Création d'un commissariat à l'énergie solaire analogue au C.E.A.

Maintien des services publics dans les zones rurales.

Un délégué du médiateur dans chaque département.

Développement des pouvoirs locaux et régionaux.

Protection et information du citoyen face à l'administration.

Halte à la technocratie.

Renforcement de la lutte contre la violence.

Application rigoureuse de la loi.

Règlement de l'indemnisation des rapatriés.

Imp. Nouvelle - Beaucaire